

À l'attention de l'ensemble des Députés européens  
attachés aux valeurs démocratiques.

LA PRÉSIDENTCE  
Réf. : 14/26/NT/SD

Paris, le 27 janvier 2026

**Objet : Alerte sur l'organisation du « Transatlantic Summit » au sein du Parlement européen  
– Risque de dévoiement des valeurs fondamentales de l'Union.**

Mesdames, Messieurs les députés,

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) tient à vous exprimer sa plus vive inquiétude concernant la tenue imminente du « Transatlantic Summit » au sein du Parlement européen, à Bruxelles.

Cet événement, organisé les 2 et 3 février par le Political Network for Values et parrainé par les groupes « Patriotes pour l'Europe » et « Conservateurs et Réformistes européens (CRE) », réunit des intervenants dont les positions publiques sont en contradiction flagrante avec les principes de dignité, d'égalité et de respect des droits humains tels que posés par l'**Article 2 du Traité sur l'Union européenne**.

Par ailleurs, alors même que les tensions internationales se durcissent et que la présidence étatsunienne se pose en conflit direct avec les dirigeants européens, le Political Network for Values compte parmi ses dirigeants de nombreuses personnalités proches de l'administration Trump, comme le « Center for Family and Human Rights ».

Plus largement, les organisations présentes lors de ce sommet promeuvent activement :

- **La remise en cause du droit à l'IVG** et de la santé sexuelle et reproductive.
- **La stigmatisation des personnes LGBTQI+**, voire la criminalisation sous couvert de défense de la « famille traditionnelle ».
- **Une vision réactionnaire** cherchant à éroder les avancées sociétales protégées par la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Le Parlement ne peut être une tribune pour l'intolérance. Les groupes politiques jouissent évidemment d'une liberté dans le choix des thématiques qu'ils souhaitent aborder afin de garantir la pluralité démocratique des opinions. Cependant, cette liberté ne saurait transformer le siège de la démocratie européenne en une caisse de résonance pour des discours visant à une régression des droits de citoyens européens, inscrits dans les textes fondateurs de l'Union Européenne.

Le Parlement européen est garant de l'État de droit. En permettant que de tels sommets s'y tiennent, l'institution court le risque de crédibiliser et de normaliser des agendas liberticides, tout en envoyant un signal dévastateur aux minorités et aux femmes à travers toute l'Union.

En tant que représentants élus et occupant des fonctions clés au sein de l'institution, nous vous demandons :

- **d'interpeller la Présidence et le Bureau du Parlement** sur la compatibilité de cet événement avec les règles d'utilisation des locaux de l'institution ;
- **d'affirmer publiquement votre opposition** à l'utilisation du Parlement comme plateforme pour des organisations luttant contre l'égalité des droits ;
- **d'agir pour que les procédures d'accréditation** et d'organisation d'événements extérieurs soient soumises à une charte éthique entièrement alignée sur les valeurs de l'Article 2 TUE et la Charte des Droits Fondamentaux.

Nous ne pouvons rester silencieux face à cette tentative d'entrisme idéologique qui vise, à terme, à fragiliser le socle de nos libertés communes.

En raison de l'importance du sujet, vous comprendrez que nous nous réservions la possibilité de rendre cette lettre publique.

Dans l'attente de votre réponse et de vos actions, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.



Nathalie Tehio  
**Présidente**